

Unilingues ou bilingues? Les Montréalais sur le marché du travail en 1901

Mary MacKinnon

Volume 76, numéro 1, mars 2000

75^e anniversaire de *L'Actualité économique*

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/602318ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/602318ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

MacKinnon, M. (2000). Unilingues ou bilingues? Les Montréalais sur le marché du travail en 1901. *L'Actualité économique*, 76(1), 137–158.
<https://doi.org/10.7202/602318ar>

Résumé de l'article

Cette étude utilise un échantillon du Recensement canadien de 1901 pour estimer le taux de rendement du bilinguisme pour les hommes de langue maternelle anglaise et française à Montréal. Le bilinguisme a profité aux anglophones et aux francophones; et la prime au bilinguisme pour les deux groupes semble quelque peu supérieure à celle des années 1960. En 1901, un francophone bilingue qui savait lire et écrire gagnait en moyenne à peu près le même revenu qu'un anglophone unilingue catholique. Les anglophones protestants bilingues obtenaient les revenus moyens les plus élevés.

UNILINGUES OU BILINGUES? LES MONTRÉALAIS SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL EN 1901*

Mary MacKINNON

Département d'économie

Université McGill

RÉSUMÉ – Cette étude utilise un échantillon du Recensement canadien de 1901 pour estimer le taux de rendement du bilinguisme pour les hommes de langue maternelle anglaise et française à Montréal. Le bilinguisme a profité aux anglophones et aux francophones; et la prime au bilinguisme pour les deux groupes semble quelque peu supérieure à celle des années 1960. En 1901, un francophone bilingue qui savait lire et écrire gagnait en moyenne à peu près le même revenu qu'un anglophone unilingue catholique. Les anglophones protestants bilingues obtenaient les revenus moyens les plus élevés.

ABSTRACT – This paper uses a sample of records from the 1901 Census of Canada to estimate returns to bilingualism for English and French mother tongue men in Montreal. Both anglophones and francophones gained from bilingualism, and the returns to bilingualism for both groups appear to have been somewhat higher than for men in the 1960s. In 1901, a bilingual, literate, francophone, on average earned about the same amount as a Roman Catholic, unilingual, anglophone. Bilingual Protestant anglophones had the highest average earnings.

INTRODUCTION

Au cours des trente dernières années, les écarts salariaux entre francophones et anglophones, ainsi que le taux de rendement du bilinguisme, ont fait l'objet d'une attention considérable, aussi bien de la part des chercheurs, que de celle du grand public et des politiciens. Dans la province de Québec, si nous considérons la période allant de 1960 à 1980, nous remarquons que l'écart qui séparait les gains des francophones de ceux des anglophones disparaît si on prend en

* Je remercie les participants présents lors de l'assemblée de la SCSE tenue en 1999, ainsi que deux arbitres anonymes pour leurs commentaires. Andrew Ashenhurst, Dan Casey, Sameer Farooq, Ann Green, Janice Griffiths, Sam Lapalme-Remis et Sean Rogers m'ont fourni une aide précieuse lors de mes recherches. Ce projet de recherche est financé par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (C.R.S.H.).

considération les caractéristiques socio-économiques¹. La tendance qu'avaient les francophones, surtout les francophones unilingues, à gagner moins que leurs homologues anglophones, était-elle une caractéristique permanente de l'économie québécoise jusqu'aux années soixante? En 1901, Montréal était la ville la plus importante du Canada. Elle était à la fois un centre commercial et industriel. Les taudis de « la ville au bas de la montagne » contrastaient avec les maisons luxueuses du « *Golden Square Mile* »². Cette étude se penche sur les tendances que l'on pouvait observer à Montréal, en 1901, en ce qui concerne les connaissances linguistiques et les écarts salariaux entre groupes linguistiques. Nous effectuons cet exercice afin de déterminer dans quelle mesure ces relations étaient différentes de celles observées à l'époque de la Révolution tranquille.

Actuellement, le taux de bilinguisme global à Montréal se situe à un niveau comparable à ce qu'il était il y a un siècle : en 1990, près de la moitié de la population affirmait pouvoir parler le français et l'anglais³. Les anglophones, surtout les femmes, sont maintenant plus souvent bilingues que ne l'étaient ceux de mère anglaise au début du 20^e siècle. Par contre, les hommes francophones affirment beaucoup moins souvent pouvoir parler anglais.

Plusieurs études montrent qu'en 1970, au Québec, un homme anglophone qui savait parler français ne bénéficiait, dans le meilleur des cas, que d'une légère prime financière. Toutefois, les francophones gagnaient substantiellement à apprendre l'anglais (voir Bloom et Grenier 1992 pour le résumé de ces études). Nous montrons que, à Montréal, en 1901, le bilinguisme procurait des avantages considérables aussi bien aux francophones qu'aux anglophones. En contrôlant de notre mieux les autres caractéristiques, nous constatons que les francophones bilingues gagnaient autant que les anglophones unilingues, et qu'ils gagnaient 10 % de plus que les francophones unilingues. Le salaire des anglophones bilingues était de 10 % supérieur à celui des anglophones unilingues.

1. DONNÉES DU RECENSEMENT DE 1901

Dans le cadre d'une étude plus vaste portant sur le marché du travail canadien en 1901 (étude réalisée avec Alan Green de la *Queen's University*), nous avons constitué une base de données de 28 354 individus (un échantillon qui représente environ 9 % de la population totale) qui habitaient Montréal ou les régions avoisinantes comme Maisonneuve, Saint-Henri, Saint-Louis et Westmount⁴. Le recen-

1. En moyenne, les anglophones possèdent encore des caractéristiques qui leur permettent de gagner des revenus supérieurs (Lavoie et Saint-Germain, 1991 : 370).

2. Voir les plaques 14 et 30 dans le *Historical Atlas of Canada*, vol. III et Ames (1897, réimprimé en 1972).

3. En 1901, 51 % des individus de 10 ans et plus, qui appartenaient à l'échantillon de Montréal, affirmaient être bilingues. En 1996, 55 % des Montréalais de 10 ans et plus ont répondu qu'ils étaient bilingues.

4. Par la suite, la plupart de ces banlieues ont été annexées à Montréal. En 1901, certaines régions comme Lachine, Verdun et Notre-Dame-de-Grâce étaient peu peuplées ou avaient une faible densité de population (ou les deux à la fois). Nous ne les avons donc pas incluses dans notre échantillon.

sement de 1901 présente deux listes contenant des informations. La première porte sur les habitations et les propriétaires fonciers, tandis que la deuxième contient des informations sur les caractéristiques démographiques et les emplois. L'échantillon a été construit à partir des données sur les édifices (habituellement cinquante logements), recensés pour chaque cinquième sous-district de recensement, et en compilant des informations pour tous les individus qui occupaient les habitations. Nous avons saisi les enregistrements pour 117 sous-districts (normalement des groupes de deux à quatre pâtés de maisons). Cette méthode d'échantillonnage a été choisie pour contourner la difficulté que présente l'appariement entre les habitations et les individus qui y habitent. Cet exercice est plus facile à réaliser entre les séquences d'habitations et leurs occupants, et l'emploi d'échantillonnages par grappes permet de vérifier la présence d'externalités de voisinage (bien que cette caractéristique ne soit pas utilisée dans la présente étude). L'annexe compare la distribution des caractéristiques entre l'ensemble de la population de Montréal et l'échantillon des résultats de recensement. L'information disponible dans le recensement relativement aux emplois et aux revenus n'a jamais été publiée au niveau infranational.

Pour la première fois en 1901, le recensement interrogeait les Canadiens sur leurs revenus. Les employés devaient déclarer tous les revenus de leur emploi régulier, ainsi que ceux de tout autre emploi, gagnés au cours de l'année précédente, et ils devaient indiquer le nombre total de mois de travail. Le recensement a eu lieu entre la fin du mois de mars et le début du mois d'avril 1901. Alors que seuls les employés devaient dévoiler leurs revenus, certains travailleurs autonomes et quelques employeurs avaient également répondu à ces questions. Cette étude emploie toutes les réponses fournies par des hommes qui ont déclaré avoir eu des revenus. Nous n'avons inclus dans les modèles de régression que les hommes qui ont indiqué le nombre de mois pendant lesquels ils ont travaillé. Si la précision des réponses a peut-être été affectée par le fait que les questions sur le revenu et le nombre de mois travaillés étaient posées pour la première fois, il reste que l'absence d'impôt sur le revenu a le mérite de ne pas avoir incité les répondants à déclarer des revenus moindres, comme c'est le cas à l'heure actuelle.

2. REVENUS ET BILINGUISME

L'examen des données non corrigées sur le revenu annuel révèle des différences considérables entre 1901 et 1970 relativement aux écarts de revenus entre groupes linguistiques. Le tableau 1 indique, pour chacune des années, le revenu annuel par groupe linguistique. On y trouve aussi les revenus pour chaque groupe par rapport aux hommes les plus pauvres, à savoir les francophones unilingues⁵. En 1970, le revenu moyen des anglophones unilingues était pratiquement identique à celui des anglophones bilingues. En 1901, les anglophones bilingues gagnaient beaucoup plus. Il y avait davantage d'inégalités entre les

5. Les hommes dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais sont omis.

groupes en 1901, et les francophones unilingues étaient clairement relégués au bas de l'échelle salariale. Le tableau 1 montre que, de 1901 à 1970, le bilinguisme s'est répandu davantage chez les travailleurs anglophones que chez les travailleurs francophones.

TABLEAU 1
BILINGUISME, LANGUE MATERNELLE ET REVENU CHEZ LES HOMMES
MONTRÉAL, 1900-01 ET 1970

	1901	Dollars de 1901		1971	Dollars de 1970	
	% du total	Gains annuels moyens	Par rapport au revenu des francophones unilingues	% du total	Gains annuels moyens	Par rapport au revenu des francophones unilingues
Langue maternelle anglaise, bilingue	13	692	1,89	11	9 055	1,67
Langue maternelle anglaise, unilingue anglais	19	583	1,59	10	8 966	1,65
Langue maternelle française, bilingue	48	549	1,50	42	7 441	1,37
Langue maternelle française, unilingue français	14	366	1,00	23	5 426	1,00
Taille de l'échantillon	7 223			240 140		

NOTES ET SOURCES : Les données pour 1901 ont été calculées pour tous les hommes qui avaient déclaré des revenus positifs. Alors que seuls les employés étaient censés indiquer leurs gains, certains travailleurs autonomes et employeurs l'avaient fait également. Nous avons inclus ces réponses. Les gains sont indiqués pour l'année jusqu'aux mois de mars/avril 1901. Les chiffres pour 1971 proviennent de Veltman, Boulet, et Castonguay (1979 : 470). Leurs estimations sont basées sur le Recensement de 1971, et incluent tous les hommes ayant eu un revenu d'emploi positif et un indice de Blighen non nul. Gains indiqués pour 1970.

Le tableau 2 indique, pour la période allant de 1901 à 1996, la proportion de Montréalais d'origine britannique et française qui ont déclaré être bilingues⁶. Comme pour toutes les autodéfinitions, nous ne savons pas comment les répondants ont interprété les questions alors qu'elles prenaient souvent la forme suivante : « l'individu X parle-t-il anglais? » et « l'individu X parle-t-il français? »⁷. Il n'y a aucune raison pour que la proportion d'individus qui faisaient preuve de fausse modestie et celle des individus qui avaient exagérément confiance en eux ait changé de manière draconienne à travers le temps.

6. Pour 1901 et 1981 à 1996, j'ai utilisé la langue maternelle (le français ou l'anglais) plutôt que l'origine raciale. En 1901, l'anglais était la langue maternelle de la quasi-totalité des individus d'origine britannique, tandis que le français était la langue maternelle de presque tous ceux d'origine française. En 1981, le lien entre l'origine raciale et la langue maternelle était ténu. L'anglais était devenu la langue maternelle d'un grand nombre d'individus d'origine autre que britannique.

7. À partir de 1971, les questions étaient plus détaillées alors qu'on demandait si la personne était apte à tenir une conversation dans chaque langue.

TABLEAU 2

BILINGUISME ET ORIGINE ETHNIQUE, MONTRÉAL, 1901-1996.

% qui parlent anglais et français	Origine britannique		Origine française	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1901 10 ans et plus	43	33	74	47
1901 Tous les âges	36	28	58	38
1921 Ville de Montréal seulement – 10 ans et plus	30		66	
1931 Ville de Montréal seulement – 10 ans et plus	34	27	77	57
1941 Ville de Montréal seulement – Tous les âges	33	26	56	38
1951 Ville de Montréal seulement – Tous les âges	34	25	55	37
1961 Ville de Montréal seulement – Tous les âges	35	28	50	35
1961 Montréal RMR – Tous les âges	30	24	48	34
1971 Montréal RMR – Tous les âges	35	30	43	33
1981 Montréal RMR – 10 ans et plus	60	54	54	41
1986 Montréal RMR – 10 ans et plus	63	56	56	44
1991 Montréal RMR – 10 ans et plus	65	60	57	45
1996 Montréal RMR – 10 ans et plus	69	64	58	48

NOTE : En 1901, les questions relatives à la langue et à l'instruction étaient uniquement posées aux enfants de 5 ans et plus (par conséquent, le recensement avait classé pratiquement tous les jeunes enfants dans la catégorie des unilingues). En 1921 et en 1931, les langues parlées étaient indiquées pour la population de plus de 10 ans. À partir de 1941, la langue était signalée pour tout le monde. En 1941, pour les enfants de moins de cinq ans, on indiquait la langue parlée à la maison. Cela a probablement été également le cas au cours des années ultérieures, mais on n'en a pas fait mention. Pour 1901 et 1981 à 1996, nous avons utilisé la langue maternelle, mais non la race, pour distinguer les Britanniques des Français. De 1921 à 1971, les recensements définissent l'origine raciale en fonction de l'origine du père. Les Irlandais sont inclus dans les Britanniques, tandis que les Belges et les Suisses sont exclus des Français.

SOURCES : Pour 1901, les données proviennent de l'échantillon des résultats de recensement de 1901. L'échantillon des résultats pour Montréal inclut les banlieues avoisinantes qui ne faisaient pas partie de Montréal en 1901. Pour 1921, les données proviennent du Recensement du Canada - 1921, vol. II, tableau 79 : 564-5. Pour 1931, les données proviennent du Recensement du Canada - 1931, vol. IV, tableau 57 : 1098-9. Pour 1941, les données proviennent du Recensement du Canada - 1941, vol. IV, tableau 13 : 208-9. Pour 1951, les données proviennent du Recensement du Canada - 1951, vol. II, tableau 47 : 47-3. De 1921 à 1951, Montréal ne représente que la ville de Montréal. Pour 1961, les données proviennent du Recensement du Canada - 1961, vol. I, Partie 3 (Bulletin 1.3-10, catalogue 92-561), tableau 122 : 122-10 et tableau 123 : 123-3. Pour 1971, les données proviennent du Recensement du Canada - 1971, vol. I Partie 4, tableau 24 : 24-11, 24-12. Les données pour 1981 à 1996 ont été calculées à partir des fichiers de microdonnées (le site du *Canadian Census Analyser* est géré par CHASS à la *University of Toronto* <http://datacentre.chass.utoronto.ca/census/mainmicro.html>).

La proportion de Montréalais anglophones unilingues a diminué entre 1901 et 1921. Au tournant du siècle, parallèlement à la croissance rapide de la population totale, il y aurait eu également une tendance vers la ségrégation résidentielle dans Montréal, rendant ainsi difficile pour les anglophones l'apprentissage de la langue française. La vague d'immigration britannique jusqu'en 1914 a réduit le taux de bilinguisme⁸. Les immigrants étaient proportionnellement moins nombreux à parler français que les anglophones nés au Québec. Les données du Recensement de 1901 (tableau 3) indiquent que la plupart des anglophones ont appris à parler français alors qu'ils étaient encore enfants ou adolescents. La majorité des immigrants sont arrivés à l'âge adulte et les données de 1901 révèlent que peu d'immigrants dont la langue maternelle était l'anglais (y compris les Canadiens nés dans les autres provinces) étaient bilingues. En 1941, il y aurait eu probablement un redressement de la proportion d'anglophones parlant français, ce qui correspond au déclin de l'immigration britannique⁹. Parmi la population d'origine britannique, la proportion de personnes bilingues (y compris les jeunes enfants) était similaire en 1901 et en 1941. Ce n'est qu'après 1971 qu'on peut observer une amélioration notable du taux de bilinguisme. En 1981, les hommes, aussi bien que les femmes, étaient plus susceptibles de parler français que leurs grands-parents en 1901. Cependant, le changement était nettement plus important chez les femmes. L'amélioration des habiletés linguistiques des femmes est probablement un résultat et une cause de l'augmentation de leur participation au marché du travail et aux activités de la société en général.

8. Presque tous les Montréalais nés dans les Îles britanniques avaient des origines britanniques. Dans l'échantillon des résultats de recensement de 1901, le ratio des individus nés dans les Îles britanniques par rapport à ceux qui possédaient des origines britanniques était de 0,24. En 1921, pour Montréal uniquement, le ratio est de 0,345, tandis qu'il est de 0,341 pour les villes de Montréal, Lachine, Outremont, Verdun et Westmount. Finalement, en 1941, le ratio est de 0,25 pour le Montréal métropolitain (92 % des habitants du Montréal métropolitain vivaient dans les cinq villes mentionnées précédemment. Voir le Recensement de 1941, vol. I : 592). Voir le Recensement de 1921, vol I : 434; vol. II : 348-358 et le Recensement de 1941, vol. IV : 442-443.

9. Malheureusement, les recensements de 1941 à 1971 indiquent la connaissance des langues pour l'ensemble de la population et non uniquement pour les individus de plus de 10 ans. Très peu de jeunes enfants étaient classés bilingues.

TABLEAU 3

BILINGUISME SELON LA LANGUE MATERNELLE ET LA TRANCHE D'ÂGE,
 MONTRÉAL, 1901
 (% QUI PARLENT ANGLAIS ET FRANÇAIS)

	Langue maternelle anglaise				Langue maternelle française	
	Hommes		Femmes		Hommes	Femmes
7-9 ans	27		23		33	26
10-12 ans	44		38		54	44
	Né au Québec	Autre lieu de naissance	Né au Québec	Autre lieu de naissance		
13-14 ans	52	50	51	29	66	48
15-19 ans	57	31	49	34	74	56
20-29 ans	58	25	43	21	80	52
30-39 ans	62	27	43	18	79	48
40-49 ans	56	31	44	17	75	43
50-59 ans	68	32	53	15	74	37
60 ans et +	65	26	36	16	64	30

L'évolution temporelle du bilinguisme a été différente pour la population francophone. En 1901, hormis les individus de plus de cinquante ans, les francophones (surtout les hommes) étaient plus souvent bilingues que les anglophones, même si l'on considère les anglophones nés au Québec (tableau 3). En 1931, l'écart entre les hommes et les femmes s'était atténué. Ce phénomène s'explique probablement par le fait que la hausse de la participation des femmes au marché du travail avait incité (et facilité) l'apprentissage de l'anglais. Le taux de bilinguisme des hommes est demeuré élevé dans les années trente et quarante. Après la Deuxième Guerre mondiale, le taux de bilinguisme, surtout chez les hommes, a commencé à diminuer. Depuis 1981, on observe un redressement modeste de la proportion des individus qui déclarent avoir des habiletés linguistiques. Toutefois, les hommes francophones sont beaucoup moins souvent bilingues qu'ils ne l'étaient au début du siècle. Depuis le sommet atteint dans les années trente, la capacité des femmes francophones à parler anglais a également affiché un déclin. Leur taux de bilinguisme est similaire à celui du début du siècle.

Expliquer le déclin du bilinguisme enregistré après la Seconde Guerre mondiale va au-delà des limites de notre étude. Peut-être les immigrants francophones à Montréal provenaient-ils alors de régions du Québec principalement unilingues, alors qu'au début du siècle, les immigrants étaient plus nombreux à provenir de régions comme les Cantons de l'Est. Il est possible également que davantage de francophones aient vécu aux États-Unis avant la Deuxième Guerre mondiale et qu'ils y aient appris l'anglais. Les niveaux de ségrégation professionnelle et résidentielle à Montréal étaient plus importants dans les années cinquante et soixante qu'ils ne l'étaient au début du siècle. Quelle que soit la raison de ce phénomène, il est important de souligner que les premières études sur les effets du bilinguisme sur la rémunération ont été menées à une époque où les Montréalais francophones étaient relativement peu susceptibles de parler anglais. Le tableau 1 indique que, pour les Montréalais francophones, la rentabilité non corrigée du bilinguisme était, en 1971, inférieure à son niveau de 1901. Ainsi, après la Seconde Guerre mondiale, les hommes francophones auraient été moins incités à apprendre l'anglais, et ils en auraient eu moins l'occasion, qu'au cours des années qui ont précédé la Première Guerre mondiale.

En 1901, les anglophones bilingues, nés au Québec, avaient habituellement appris le français alors qu'ils étaient d'âge scolaire (tableau 3). Ces jeunes n'avaient pas nécessairement appris le français à l'école, mais comme ils étaient à l'âge où l'on vagabonde dans la ville, ils avaient acquis cette langue à l'école de la rue. Bien que les garçons bilingues âgés de 14 ou 15 ans aient été plus susceptibles de fréquenter l'école que les garçons unilingues, l'écart est petit et non significativement différent de zéro. Si les individus instruits avaient eu plus de facilité à apprendre une langue seconde (que cette langue seconde soit ou non enseignée à l'école) on aurait pu s'attendre à un écart substantiel¹⁰. Pratiquement tous les anglophones avaient déclaré savoir écrire; il est donc inutile de chercher des variations du bilinguisme en fonction du taux d'alphabétisation. Les anglophones nés hors Québec (une faible minorité d'adolescents, mais la majorité des adultes de plus de cinquante ans) parlaient rarement français.

Chez les enfants d'âge scolaire, le taux de bilinguisme était plus élevé chez les francophones que chez les anglophones. De plus, ce taux était nettement plus élevé chez les enfants de plus de dix ans. Les adolescents et adolescentes, de même que les jeunes hommes dans la vingtaine, apprenaient également l'anglais. Vraisemblablement, plus de jeunes francophones avaient appris l'anglais au travail que de jeunes anglophones n'y avaient appris le français. En ce qui concerne les francophones, nous pouvons observer un lien très net entre les habiletés linguistiques et le taux d'alphabétisation : 98 % des adolescents (garçons) bilingues affirmaient savoir écrire, contre seulement 84 % des garçons unilingues. Nous remarquons la même tendance chez les hommes dans la trentaine : 92 % des

10. Quarante et un pour cent des garçons anglophones unilingues fréquentaient l'école, alors que cette proportion est de 50 % chez les garçons bilingues.

hommes bilingues étaient instruits, contre 67 % des hommes unilingues. Quarante-huit pour cent des garçons bilingues âgés de 14 ou 15 ans fréquentaient l'école, tandis que cette proportion n'était que de 20 % chez les garçons unilingues¹¹. S'il est possible que les individus unilingues aient eu moins d'aptitudes académiques, en revanche, il est certain qu'ils provenaient, en moyenne, de familles pauvres. De plus, si les emplois qu'occupaient les garçons instruits, issus de familles prospères, facilitaient l'apprentissage de l'anglais, les garçons pauvres avaient alors peu de chances de devenir bilingues.

Les tableaux 4 et 5 présentent les groupes professionnels observés chez les hommes. Le tableau 4 illustre l'expérience vécue par les jeunes hommes au cours de leur première décennie sur le marché du travail. Seul un petit nombre d'entre eux suivait un apprentissage formel. La structure des gains par âge affiche une croissance abrupte chez les adolescents et les hommes au début de la vingtaine, ce qui laisse supposer que l'expérience de travail ainsi que la maturité physique et émotionnelle sont à l'origine de la hausse rapide de la productivité des jeunes travailleurs. Étudier une langue seconde, ou apprendre à mieux la parler, était l'une des caractéristiques qui permettait aux jeunes Montréalais de devenir des travailleurs recherchés. La structure des gains par âge devient complètement plate lorsque les hommes atteignent la trentaine. Les hommes présents dans le tableau 5 avaient généralement complété leur formation professionnelle et le tableau 3 indique qu'ils se situaient dans la zone où le taux de bilinguisme était le plus élevé.

11. Toutes ces différences sont significatives au seuil de 5 %.

TABLEAU 4

CATÉGORIE D'EMPLOIS ET LANGUE, HOMMES ÂGÉS ENTRE 16 ET 24 ANS,
MONTRÉAL, 1901
(% DE TRAVAILLEURS DANS CHAQUE GROUPE LINGUISTIQUE)

Catégories d'emplois	Anglophones unilingues (N = 372)	Anglophones bilingues (N = 305)	Francophones unilingues (N = 270)	Francophones bilingues (N = 951)
Apprentissage	4	2	4	3
Travail de bureau	33	36	7	27
Métier de type artisanal	21	19	20	19
Services domestiques	1	2	1	1
Ouvrier	13	12	29	14
Opérateur de machines	14	13	31	24
Autres services	3	3	2	2
Profession libérale	2	4	0	2
Propriétaire ou gestionnaire	2	5	1	3
Services de protection	1	1	0	0

NOTE : Exception faite de ceux dont la catégorie d'emplois est inconnue.

TABLEAU 5

CATÉGORIE D'EMPLOIS ET LANGUE, HOMMES ÂGÉS ENTRE 30 ET 39 ANS,
MONTRÉAL, 1901.
(% DE TRAVAILLEURS DANS CHAQUE GROUPE LINGUISTIQUE)

Catégories d'emplois	Anglophones unilingues (N = 388)	Anglophones bilingues (N = 292)	Francophones unilingues (N = 246)	Francophones bilingues (N = 965)	Revenus annuels médians (en \$)
Travail de bureau	24	23	2	15	624
Métier de type artisanal	30	21	27	25	530
Services domestiques	1	1	0	0	306
Ouvrier	18	11	35	17	360
Opérateur de machines	10	10	23	18	464
Autres services	4	3	2	2	480
Profession libérale	4	10	1	5	925
Propriétaire ou gestionnaire	6	15	6	15	1 000
Services de protection	0	3	0	1	600

NOTE : Les revenus annuels médians sont calculés pour les hommes qui ont déclaré des gains.
La distribution des emplois est indiquée pour tous les travailleurs.

Le recensement de 1901 demandait aux travailleurs d'indiquer leurs titres de fonctions, mais tous les répondants n'avaient pas fourni le type d'information recherchée. Afin de classer les travailleurs en différents groupes, nous avons adopté les catégories d'emplois du Recensement américain de 1940 (Edwards, 1940)¹². La catégorie des *employés de bureau* inclut également les employés de magasin. Les *artisans* sont des cols bleus qualifiés de la construction et du secteur manufacturier. Les *ouvriers* sont surtout des journaliers et charretiers. La plupart des travailleurs de l'industrie des *services de protection* étaient soldats ou policiers. À titre indicatif sur les revenus des hommes adultes dans chaque groupe d'emploi, le tableau 5 indique les revenus annuels médians pour les hommes dans la trentaine.

Les jeunes francophones unilingues pouvaient trouver des emplois d'artisan ou d'apprenti (ces derniers débouchaient sur des emplois d'artisan) (tableau 4). Ils représentaient les seuls emplois valables, ou les seuls emplois prometteurs, que les francophones unilingues puissent occuper. Même si certains emplois de bureau étaient mal rémunérés et présentaient peu de possibilités d'avancement (par exemple, garçon de courses), ils offraient des salaires généralement élevés et le secteur connaissait une expansion rapide. Les francophones unilingues étaient pratiquement exclus du travail de bureau. Même les francophones bilingues étaient désavantagés par rapport aux anglophones; néanmoins, un nombre important de jeunes hommes qui avaient appris l'anglais occupaient des emplois de bureau.

Le tableau 5 révèle que le bilinguisme permettait aux travailleurs anglophones et francophones plus âgés d'obtenir une prime. Le bilinguisme ne semble pas avoir été nécessaire pour qu'un anglophone occupe un travail de bureau, que ce soit au cours des premières années suivant son entrée sur le marché du travail, ou lorsqu'il avait atteint la trentaine. Toutefois, les individus bilingues dans la trentaine, dont l'anglais était la langue maternelle, étaient beaucoup plus susceptibles que leurs pairs unilingues d'être des professionnels, des propriétaires ou des gestionnaires. Comme nous pouvons le constater au tableau 4, les métiers de type artisanal représentaient la seule catégorie d'emplois à offrir des salaires raisonnablement élevés et où l'on retrouvait une proportion importante de francophones unilingues. À l'instar des anglophones bilingues, les francophones bilingues étaient beaucoup plus susceptibles d'occuper des emplois professionnels ou administratifs¹³. Habituellement, la connaissance d'une langue seconde était utile, ou même essentielle, pour occuper ce type d'emplois.

12. Des problèmes de lisibilité et l'incertitude qui entoure l'industrie rendent difficile le classement des emplois par groupes. Par exemple, si un homme déclarait simplement être conducteur, il est impossible de savoir s'il occupait un emploi où le niveau de responsabilité était élevé, comme chef de train, ou si, au contraire, le niveau de responsabilité était faible, comme c'est le cas pour les conducteurs de tramway. Même si les travailleurs devaient indiquer s'ils travaillaient à la maison ou en usine (certains avaient mentionné le nom de la firme, ou précisé s'il s'agissait d'un magasin, d'un bureau, d'un chemin de fer, etc.), ils avaient laissé vide la colonne à cet effet.

13. Les hommes plus âgés étaient pour la plupart des travailleurs autonomes qui tenaient souvent un petit commerce ou un hôtel. Ces hommes entrent dans la catégorie des propriétaires.

3. LES MODÈLES DE RÉGRESSION

Dans le but de séparer les effets de l'alphabétisation de ceux du bilinguisme et du lieu de naissance, nous avons estimé des régressions pour le revenu (tableau 6) en utilisant la fonction SVYREG du logiciel STATA, laquelle permet d'effectuer la correction nécessaire pour tenir compte des effets des techniques d'échantillonnage sur la valeur estimée des variances¹⁴. Il nous est impossible d'inclure certaines variables explicatives employées dans les études modernes qui traitent de l'impact de la langue sur le revenu. Plus précisément, nous ne possédons pas d'information sur le nombre d'années de scolarité. Toutefois, en 1901, peu d'enfants fréquentaient l'école après 14 ans et les références académiques ne présentaient aucun intérêt pour la plupart des emplois. Bien qu'à cette époque, aucune information ne fût compilée relativement au niveau de scolarité, les répondants devaient néanmoins indiquer s'ils savaient lire et écrire. La proportion d'individus qui prétendaient savoir écrire était inférieure à celle des individus qui savaient lire. Conformément à la pratique usuelle, nous avons retenu la capacité à écrire comme mesure du degré d'alphabétisation.

La plupart des garçons entraient sur le marché du travail vers l'âge de 14 ou 15 ans. Le revenu des jeunes travailleurs augmentait rapidement jusque vers la fin de la vingtaine. Ce phénomène s'observe fréquemment dans les fonctions de revenus de la fin du 19^e siècle. L'imposition d'une forme fonctionnelle quadratique pour représenter la relation entre l'âge (ou l'expérience de travail) et le revenu peut conduire à de graves erreurs de spécification (voir Hatton, 1997). Afin d'éviter ce problème, nous établissons un lien plus souple entre l'âge et le revenu, et nous incluons l'âge porté jusqu'à la cinquième puissance.

14. Les travailleurs d'une même grappe sont susceptibles de partager les mêmes caractéristiques. Les observations relatives à une grappe ne devraient donc pas être traitées comme si elles étaient indépendantes.

TABLEAU 6

EXPLICATION DES GAINS ANNUELS DES TRAVAILLEURS ÂGÉS ENTRE 18 ET 64 ANS
 ln (TOTAL DES REVENUS) EST LA VARIABLE DÉPENDANTE

Variable	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
	Coeffi- cient	t	Coeffi- cient	t	Coeffi- cient	t
A travaillé 11 à 12 mois	1,497	9,03	1,524	8,92	1,487	8,56
A travaillé 8 à 10 mois	1,239	7,33	1,270	7,31	1,293	7,40
A travaillé 4 à 7 mois	0,849	4,71	0,901	4,82	0,927	5,02
Marié	0,082	4,13	0,079	4,00	0,083	4,87
Âge	1,336	4,73	1,355	4,82	1,264	4,80
(âge ²)/100	-6,171	-3,90	-6,270	-3,97	-5,868	-4,02
(âge ³)/1 000	1,392	3,27	1,417	3,33	1,331	3,41
(âge ⁴)/10 000	-0,153	-2,76	-0,156	-2,82	-0,147	-2,91
(âge ⁵)/100 000	0,006	2,33	0,007	2,39	0,006	2,48
Sait écrire	0,241	8,88	0,235	8,97	0,133	6,01
Francophone unilingue	-0,209	-4,63	-0,118	-2,90	-0,126	-3,43
Francophone bilingue	-0,068	-1,53	0,027	0,66	-0,038	-1,15
Anglophone bilingue	0,102	2,97	0,115	3,60	0,066	2,55
Langue maternelle celtique	-0,057	-0,74	-0,014	-0,19	-0,045	-0,73
Autre langue maternelle	-0,178	-2,47	-0,249	-3,38	-0,208	-3,32
Né au Canada, hors Québec	0,141	3,20	0,105	2,50	0,065	1,71
Né en Angleterre	-0,017	-0,60	-0,073	-2,46	-0,037	-1,48
Né en Écosse	0,033	0,67	-0,032	-0,67	0,012	0,28
Né en Irlande	-0,157	-3,57	-0,121	-2,92	-0,076	-2,07
Né en Europe	0,065	1,07	0,011	0,17	0,027	0,52
Né aux États-Unis	0,096	2,35	0,075	1,83	0,078	2,05
Né à Terre-Neuve	-0,206	-2,99	-0,189	-3,28	-0,098	-2,10
Autre lieu de naissance	-0,003	-0,02	-0,115	-0,94	-0,230	-2,19
Juif			0,376	5,78	0,150	2,43
Protestant			0,170	6,47	0,090	3,96
Orthodoxe			-0,273	-4,59	-0,362	-6,23
Autre religion ou de religion inconnue			0,283	2,88	0,1937	2,17
Apprentissage					-0,310	-2,98
Travail de bureau					0,341	11,23
Métier de type artisanal					0,282	16,54
Opérateur de machines					0,188	9,76

TABLEAU 6 (suite)

Profession libérale				0,616	4,98	
Propriétaire ou gestionnaire				0,795	16,00	
Services domestiques				-0,194	-2,25	
Autres services				0,102	1,90	
Services de protection				0,200	5,08	
Autre emploi ou emploi inconnu				0,260	6,30	
Constante	-6,805	-3,53	-7,068	-3,70	-6,320	-3,46
N	5 566		5 566		5 566	
R ²	0,319		0,330		0,444	
# d'unités primaires d'échantillonnage	117		117		117	

NOTE : Hommes âgés entre 18 et 64 ans dont les gains étaient positifs et qui avaient indiqué le nombre de mois travaillés. Nous avons exclu les travailleurs qui habitaient chez leur patron, ceux qui n'étaient pas blancs et ceux dont le lieu de naissance nous était inconnu. Le cas de référence est celui de l'ouvrier anglophone unilingue, né au Québec, catholique, illettré et célibataire.

Les coefficients de régression présentés au tableau 6 ont été estimés d'après les données relatives aux hommes âgés entre 18 et 64 ans qui ont déclaré leur revenu et le nombre de mois pendant lesquels ils ont travaillé. Nous avons également inclus les observations sur certains employeurs et sur quelques travailleurs autonomes qui avaient indiqué leur revenu bien que cette information ne leur ait pas été demandée¹⁵. Peu d'hommes vivaient chez leur employeur. Nous avons exclu ceux dont c'était le cas parce que la chambre et la pension représentaient une portion substantielle de leur revenu. Nous avons aussi fait abstraction des quelques travailleurs qui n'étaient pas blancs. La plupart d'entre eux étaient des immigrants qui touchaient de très faibles salaires. La première colonne du tableau 6 présente des résultats de régressions comprenant des variables de contrôle pour le nombre de mois travaillés, l'état matrimonial, la langue, le degré d'alphabétisation et le lieu de naissance. Dans la troisième colonne, nous ajoutons des variables de contrôle pour la religion, tandis que dans la cinquième nous présentons des estimations après avoir ajouté les catégories d'emplois.

En 1901, la religion jouait un rôle déterminant dans le choix de l'école et des fréquentations. À cette époque, les garçons âgés entre 13 et 15 ans, dont l'anglais était la langue maternelle, avaient la même probabilité d'être scolarisés, qu'ils fussent protestants ou catholiques romains. Le taux d'alphabétisation des hommes

15. L'exclusion des travailleurs autonomes et des employeurs exerce peu d'effet sur la valeur des coefficients estimés. Le fait d'ajouter les travailleurs de 16 et 17 ans et d'exclure ceux de plus de 62 ans est également sans conséquence sur la valeur des coefficients estimés.

anglophones plus âgés était également similaire entre les protestants et les catholiques romains. L'effet positif sur le revenu des protestants peut représenter en partie une approximation d'une scolarisation supérieure en termes de qualité de l'enseignement, mais non en termes du nombre d'années d'études.

Comme nous pouvons le constater au tableau 6, le degré d'alphabétisation présentait beaucoup d'importance à Montréal, en 1901. Les analphabètes étaient incapables de trouver des emplois dans les domaines les mieux rémunérés, ce qui est peu surprenant puisque les emplois de bureau et les métiers de type artisanal nécessitaient au minimum de savoir lire, écrire et compter. Même dans les secteurs où ils avaient l'espoir de trouver du travail, les illettrés ne décrochaient que les emplois les moins bien rémunérés. Bien que l'ajout des catégories d'emplois (colonne 5) réduise considérablement les effets de l'alphabétisation, la prime estimée demeure substantielle. La plupart des Montréalais sur le marché du travail n'étaient pas très instruits, mais ceux qui ne savaient ni lire ni écrire étaient sérieusement désavantagés.

Comme nous nous y attendions, la connaissance des langues était importante. Ceux dont la langue maternelle n'était ni le français ni l'anglais étaient généralement très mal payés et leur rémunération était même inférieure à celle des francophones unilingues¹⁶. La quasi-totalité des travailleurs qui appartiennent au groupe dont la langue maternelle est « autre » étaient des immigrants européens. Certains, dont la langue maternelle était le français, gagnaient sensiblement autant que les travailleurs nés au pays. La langue maternelle de la plupart des Juifs n'était ni le français ni l'anglais et la majorité d'entre eux avaient émigré d'Europe. Dans le cas des travailleurs juifs, le coefficient positif plus important dans les colonnes 3 et 5 annule les effets négatifs exercés par leur langue d'origine.

Tenir compte des catégories d'emplois a peu de conséquences sur le revenu relatif des francophones unilingues. Quel que fût leur emploi, les francophones unilingues étaient habituellement moins bien rémunérés que les francophones bilingues et que les anglophones. Que l'on tienne compte ou non des catégories d'emplois, on constate que les francophones bilingues touchaient environ le même salaire que leurs homologues anglophones. À l'époque, la plupart des hommes francophones parlaient l'anglais de manière fonctionnelle et, de toute évidence, cet attribut était négociable¹⁷. Une partie de l'écart entre le revenu des francophones unilingues et bilingues peut s'expliquer par l'absence de mesure pour les différences au niveau du nombre d'années de scolarité, de la qualité de l'enseignement reçu et des aptitudes intellectuelles. Toutefois, il est impossible de spéculer sur l'importance de ces facteurs.

16. Nous avons effectué l'exercice en entrant de manière séparée des variables pour ceux dont la langue maternelle est « autre » et qui ne parlent pas anglais. Nous ne pouvons ignorer qu'il serait raisonnable de contraindre ces coefficients à être égaux entre eux.

17. En ce qui concerne la rentabilité du bilinguisme, nous obtenons deux estimations ponctuelles pratiquement identiques lorsque nous calculons la régression des revenus pour les hommes dont la langue maternelle est le français.

Parmi les résultats de régressions présentées au tableau 6, l'apparition d'une prime évidente pour les anglophones bilingues est probablement l'élément le plus surprenant¹⁸. Nous savons que le français était utile sur le marché du travail. La prime diminue, mais demeure positive, quand nous tenons compte des catégories d'emplois; les anglophones bilingues se retrouvent plus souvent que leurs pairs unilingues dans les catégories d'emplois les mieux rémunérés.

Comme nous pouvons le constater au tableau 3, les hommes anglophones bilingues étaient généralement nés au Québec. On admet parfois que les catholiques romains aient été plus susceptibles d'être bilingues que les protestants. En fait, parmi les natifs du Québec, toute différence du taux de bilinguisme entre catholiques romains et non-catholiques était modeste¹⁹. Une proportion importante des hommes protestants anglophones nés au Québec et qui vivaient à Montréal était bilingue. De plus, ces hommes étaient habituellement bien rémunérés. Toutefois, les immigrants anglophones étaient moins souvent catholiques que les anglophones nés au Québec. Ainsi, dans l'ensemble, les anglophones bilingues étaient plus souvent catholiques que protestants.

En 1901, il n'y avait aucune raison d'associer le bilinguisme des anglophones à un statut socio-économique inférieur. Comme pour les francophones bilingues, la connaissance des langues sert d'approximation pour d'autres attributs recherchés, mais pour lesquels on ne dispose pas de mesure, ce qui peut diminuer la rentabilité du seul fait de parler français. Il est possible que la rentabilité du bilinguisme n'ait pas été suffisamment importante aux yeux de la plupart des immigrants et de certains natifs du Québec pour les inciter à investir le temps et l'énergie nécessaires à l'apprentissage du français. Pourtant, les anglophones bilingues semblent avoir tiré profit de la maîtrise du français. La perception selon laquelle les anglophones souffraient peu de ne pas parler la langue de la majorité des Montréalais a pendant longtemps été une question délicate pour beaucoup de francophones. Cette perception a peut être reflété la réalité plus tard, au cours du siècle, mais elle n'est pas vérifiée en 1901.

On peut noter des différences de revenus importantes en fonction de la religion. Les catholiques représentaient environ 99 % des francophones de l'échantillon utilisé au tableau 6, 66 % des hommes de langue celtique, moins de 40 % des anglophones et environ 33 % des hommes dont la langue maternelle est autre²⁰. De toute évidence, être protestant, juif ou membre du petit groupe que

18. Comme ce fut le cas pour les travailleurs francophones, calculer séparément une régression pour les travailleurs dont la langue maternelle est l'anglais aboutit au même résultat relativement à la rentabilité du bilinguisme. Notre estimation de la prime dont bénéficiaient les anglophones bilingues à Montréal, en 1901, (à partir de la colonne 3) est supérieure à celle calculée par Vaillancourt dans le cas des hommes québécois en 1970 (Vaillancourt, 1988 : 61).

19. Soixante-quatre pour cent pour les hommes anglophones catholiques romains âgés entre 20 et 59 ans, 57 % pour les non-catholiques romains (pratiquement tous des protestants). Nous ne pouvons rejeter l'hypothèse que ces proportions sont égales. Les hommes nés hors Québec étaient plus susceptibles de parler français s'ils étaient catholiques romains (34 % contre 26 %).

20. Trente hommes uniquement ont déclaré que leur langue maternelle était l'irlandais ou le gaélique. Environ 250 hommes ont indiqué que leur langue maternelle était « autre ».

nous avons appelé « autre religion ou de religion inconnue » était souhaitable d'un point de vue financier²¹. Les individus qui n'étaient pas catholiques étaient présents dans les catégories d'emplois les mieux rémunérés à Montréal et gagnaient les salaires les plus élevés à l'intérieur même de chacune des catégories. Les protestants anglophones étaient plus susceptibles que les catholiques de travailler dans un bureau, d'exercer une profession libérale ou d'occuper un emploi administratif. Les catholiques anglophones étaient *sur-représentés* dans les emplois de manœuvre et dans ceux qui nécessitaient des tâches de nature répétitive.

Le lien entre la religion et le revenu semble s'être considérablement transformé entre 1900 et 1970. Selon Vaillancourt (1988 : 61), l'écart de revenu important entre protestants et catholiques alors évident en 1901 (pour Montréal) disparaît en 1970 (pour la province de Québec). À l'aide des données du Recensement de 1971, Tomes (1983 : 134) indique également que la rentabilité de l'instruction est similaire entre les protestants et les catholiques à Montréal.

Pourquoi les catholiques gagnaient-ils systématiquement moins que les protestants en 1901, à Montréal²²? Le calcul de régressions similaires pour Toronto, une ville essentiellement protestante, indique que les catholiques ne subissaient aucune pénalité financière. Ce phénomène peut s'expliquer par le nombre d'années de scolarité et la qualité de l'enseignement. L'Ontario et le Québec avaient des systèmes scolaires indépendants pour les protestants et les catholiques. Cependant, il est possible que les systèmes scolaires ontariens présentaient moins de différences que ceux du Québec. L'Ontario, mais non le Québec, avait décrété l'école obligatoire en 1870 et, dès les années 1890, la plupart des enfants ontariens devaient fréquenter l'école jusqu'à l'âge de 14 ans. Si elle avait été introduite au Québec, la scolarisation obligatoire aurait eu un effet plus important sur les catholiques (surtout sur les catholiques francophones) que sur les protestants et, au fil du temps, elle aurait permis la réduction des disparités salariales. Les écarts de revenus peu importants observés en Ontario, en 1901, peuvent être attribuables en partie à l'école obligatoire alors déjà en vigueur depuis de nombreuses années. Nous pouvons également expliquer les faibles disparités salariales en rappelant que la communauté catholique d'Ontario était suffisamment petite pour ne pas être aussi isolée socialement que l'était celle de Montréal. Si, pour décrocher un bon emploi, un jeune homme devait entretenir des relations personnelles avec des employeurs éventuels, il était alors peu probable, dans un contexte où la plupart des employeurs étaient protestants, qu'un jeune catholique à Montréal ait de tels contacts.

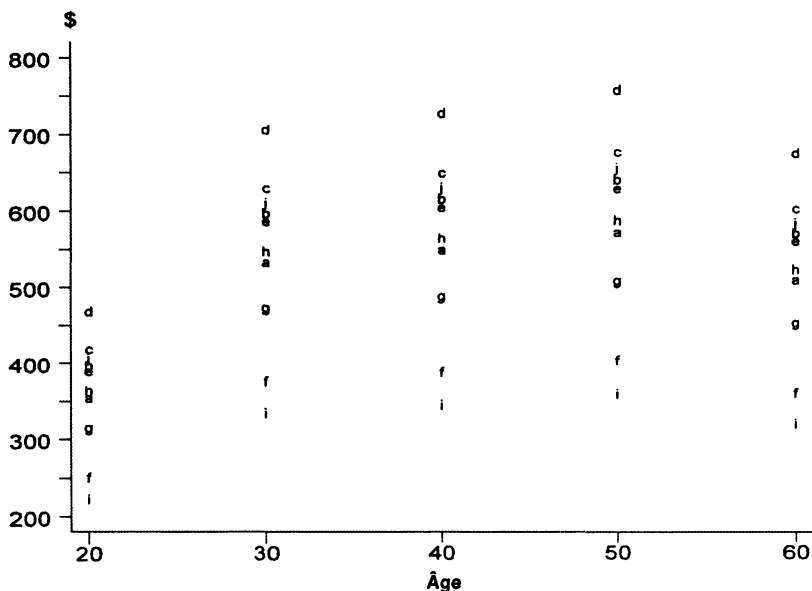
21. L'échantillon ne contenait que quelques riches unitaires, ce qui explique probablement que l'on obtienne un coefficient positif important pour la variable « autre religion ou de religion inconnue ». Il n'y avait qu'une poignée de travailleurs grecs ou russes orthodoxes. La plupart des protestants appartenaient à l'Église anglicane, presbytérienne ou méthodiste.

22. Le calcul d'une régression pour des hommes dont la langue maternelle est l'anglais indique que les gains relatifs sont semblables.

Le graphique 1 illustre le revenu annuel estimé pour des hommes de 20, 30, 40, 50 et 60 ans qui partagent les mêmes caractéristiques. Les estimations pour les revenus proviennent des résultats de la régression indiqués à la colonne 3 du tableau 6²³. En règle générale, les anglophones gagnaient mieux leur vie que les francophones. Toutefois, les francophones bilingues et instruits gagnaient autant que les catholiques anglophones unilingues nés au Québec.

GRAPHIQUE 1

ESTIMATION DES GAINS ANNUELS SELON L'ÂGE, 1901



NOTES : (tous les hommes sont mariés et travaillent au minimum 11 mois)

[gains à trente ans, les gains par rapport à l'homme de type a sont indiqués entre crochets]

a : anglophone unilingue, instruit, né au Québec, catholique

b : anglophone bilingue, instruit, né au Québec, catholique [1,12]

c : anglophone unilingue, instruit, né au Québec, protestant [1,18]

d : anglophone bilingue, instruit, né au Québec, protestant [1,33]

e : anglophone unilingue, instruit, né en Angleterre, protestant [1,10]

f : francophone unilingue, illettré, né au Québec, catholique [0,70]

g : francophone unilingue, instruit, né au Québec, catholique [0,89]

h : francophone bilingue, instruit, né au Québec, catholique [1,03]

i : autre langue maternelle, illettré, né en Europe, catholique [0,62]

j : autre langue maternelle, instruit, né en Europe, juif [1,15]

23. Nous avons permis aux coefficients associés aux francophones unilingues, aux individus dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais et aux illettrés de varier en fonction de l'âge et de l'âge porté à la deuxième puissance. Cet exercice n'a eu qu'un faible impact sur les gains relatifs des hommes de 30, 40 et 50 ans. Cependant, on observe des changements au niveau du classement pour ce qui est des hommes de 20 et de 60 ans les mieux et les moins bien rémunérés.

Dans la mesure où l'effet négatif associé aux catholiques ou aux francophones unilingues reflète une discrimination plutôt qu'un niveau inférieur de capital humain (ou un capital humain non recherché), nous pouvons conclure que l'appartenance à la « mauvaise » religion exerçait un effet aussi négatif que le fait de ne pas parler anglais. Puisque pratiquement tous les francophones unilingues étaient également catholiques, l'effet combiné de ces deux caractéristiques affectait grandement ce groupe. Toutefois, les catholiques francophones bilingues et instruits partageaient les mêmes conditions que les catholiques anglophones unilingues et instruits. Ainsi, dans la mesure où un garçon francophone savait écrire et parler l'anglais, il pouvait obtenir la même rémunération qu'un garçon catholique anglophone.

Veltman, Boulet et Castonguay (1979) – en contrôlant pour les effets de l'âge, de l'instruction et du nombre de semaines travaillées – ont estimé qu'en 1970, par rapport aux anglophones unilingues, les hommes anglophones bilingues gagnaient 5 % de plus, tandis que les francophones bilingues touchaient 14 % de moins et les francophones unilingues, 19 % de moins²⁴. Les résultats du graphique 1 indiquent que l'écart salarial entre francophones unilingues et anglophones unilingues était largement similaire en 1901 et en 1970. En 1970, la rentabilité du bilinguisme, après correction, était certainement inférieure au niveau de 1901, tout au moins pour les francophones²⁵. Si tel était effectivement le cas, le déclin du taux de bilinguisme des Montréalais francophones entre 1901 et 1971 serait compatible avec l'aspect peu rentable de l'acquisition d'une langue seconde.

CONCLUSION

En 1901, Montréal était une ville caractérisée par d'importantes disparités salariales. Les immigrants analphabètes débarqués d'Europe et les francophones unilingues se situaient au bas de l'échelle salariale, tandis que les protestants bilingues en occupaient le sommet. L'alphabétisation et l'apprentissage d'une langue seconde n'étaient pas accessibles à tous. Toutefois, ceux qui avaient eu l'opportunité d'apprendre une langue seconde en avaient fortement bénéficié. Le bilinguisme augmentait le revenu des hommes dont la langue maternelle était le français ou l'anglais. Les francophones unilingues étaient pratiquement absents des bureaux, mais fortement concentrés dans les emplois d'ouvriers. Par rapport aux anglophones bilingues, les anglophones unilingues étaient moins susceptibles d'occuper les emplois les mieux rémunérés (professionnels ou gestionnaires).

24. Les anglophones parlent l'anglais à la maison et les francophones parlent le français à la maison. Calculs réalisés à partir des données du tableau 2 dans Veltman, Boulet et Castonguay (1979 : 472)

25. D'après Vaillancourt (1996 : 73), pour l'ensemble du Québec, la rentabilité du bilinguisme chez les hommes était plus élevée en 1970, de sorte que, toutes choses égales par ailleurs, le niveau de revenu des francophones bilingues était très similaire à celui des anglophones unilingues. À l'aide de données sur les hommes âgés de 25 à 64 ans (pour l'ensemble du Québec) Bloom et Grenier (1992 : 395) aboutissent à des résultats comparables à ceux de Veltman, Boulet et Castonguay, à savoir que le bilinguisme avantageait les francophones, mais dans une proportion insuffisante pour faire disparaître l'écart qui les séparait des anglophones unilingues.

La majeure partie des hommes francophones (environ les trois quarts) affirmaient parler anglais. Alors que les anglophones nés hors Québec étaient rarement bilingues, plus de la moitié de ceux nés au Québec avaient déclaré savoir parler français. À un certain niveau, du moins en ce qui concerne les hommes, les échanges étaient possibles. En 1901, les hommes dont la langue maternelle était le français étaient fortement incités à apprendre l'anglais. Il est probable que cette incitation soit demeurée élevée jusqu'au milieu du 20^e siècle. Au moins, la plupart des francophones ont continué à acquérir des notions d'anglais. En 1901, à Montréal, les immigrants de langue maternelle anglaise étaient peu susceptibles de parler français. Dans les années 1920 et 1930, les habiletés linguistiques des anglophones de Montréal ressemblaient davantage à celles des immigrants qu'à celles que possédaient, en 1901, les anglophones nés au Québec. Il est possible que les coûts liés à l'apprentissage du français aient augmenté ou que les avantages aient diminué.

ANNEXE

CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES DE L'ÉCHANTILLON ET DE LA POPULATION

	Montréal – échantillon (N = 28 354)	Hochelaga, Maisonneuve et Montréal (N = 325 175) ^b
% d'hommes	49,0	47,8
Répartition par âge (hommes et femmes) :		
% entre 0 et 14 ans	33,3	32,2
% entre 15 et 19 ans	9,5	9,6
% entre 20 et 29 ans	19,8	20,2
% entre 30 et 39 ans	14,7	14,5
% entre 40 et 49 ans	10,6	10,5
% entre 50 et 59 ans	6,8	6,9
% entre 60 et 64 ans	2,1	2,2
% de plus de 65 ans	3,3	3,8
Religion :		
% de catholiques	76,3	75,6
% d'anglicans	8,3	8,8
% de baptistes	0,8	0,8
% de méthodistes	2,8	3,2
% de presbytériens	6,8	7,1
% de juifs	3,1	2,1
Lieu de naissance :		
% tout le Canada (plus Terre-Neuve)	85,5	86,5
% Québec	80,7	82,0
% États-Unis	2,7	2,7
% Royaume-Uni	7,6	7,6
% Angleterre et Pays de Galles ^a	3,8	3,8
% Écosse	1,4	1,3
% Irlande	2,4	2,6
% Europe	3,1	2,5

NOTES : a. Inclut les îles anglo-normandes

b. Districts 155, 167, 174, 175, 176, 177, 178 (Hochelaga, Maisonneuve, Montréal : Ste-Anne, Montréal : St-Antoine, Montréal : St-Jacques, Montréal : St-Laurent, Montréal : Ste-Marie) font partie de Montréal.

SOURCE : Pour les tranches d'âge de la population, les données proviennent du Recensement de 1901, vol. IV, tableau 1; pour la religion : vol. 1, tableau 10; pour le sexe : vol. 1, tableau 3; et pour le lieu de naissance : vol. 1, tableau 14.

BIBLIOGRAPHIE

- AMES, H. B., « *The City below the Hill* »: *A Sociological Study of a Portion of the City of Montreal, Canada*, University of Toronto Press, Toronto (1897, réimprimé en 1972).
- BLOOM, D., et G. GRENIER (1992), « Earnings of the French Minority in Canada and the Spanish Minority in the United States », dans *Immigration, Language, and Ethnicity: Canada and the United States* : p. 373-409, B.R. CHISWICK (éd.), AEI Press, Washington.
- EDWARDS, A.M. (1940), « *Alphabetical Index of Occupations and Industries: Occupation and Industry Classifications Based on the Respective Standard Classifications* », United States Department of Commerce, Bureau of the Census, Government Printing Office, Washington.
- HATTON, T. (1997), « The Immigrant Assimilation Puzzle in Late Nineteenth-Century America », *Journal of Economic History*, 57 : 722-765.
- KERR, D., et D. W. HOLDSWORTH (éditeurs) (1990), *Historical Atlas of Canada*, vol. III, University of Toronto Press, Toronto.
- LAVOIE, M., et M. SAINT-GERMAIN (1991), « Disparités linguistiques de revenu au Canada selon la langue parlée à la maison », *L'Actualité économique*, vol. 67, septembre : 356-380.
- TOMES, N. (1983), « Religion and the Rate of Return on Human Capital: Evidence from Canada », *Canadian Journal of Economics*, 16 : 122-138.
- VAILLANCOURT, F. (1988), *Langue et disparités de statut économique au Québec 1970 et 1980*, Conseil de la langue française, Québec.
- VAILLANCOURT, F. (1996), « Language and socioeconomic status in Quebec: measurement, findings, determinants, and policy costs », *International Journal of the Sociology of Language*, 121 : 69-92.
- VELTMAN, C.J., J.A. BOULET, et C. CASTONGUAY (1979), « The Economic Context of Bilingualism and Language Transfer in the Montreal Metropolitan Area », *Canadian Journal of Economics*, 12 : 468-479.